



27 février 1995

Chers collègues,

Nous faisons notre part pour aider le gouvernement à mettre de l'ordre dans ses finances. Notre plan d'action pour l'Examen des programmes et le Budget a nécessité des mois d'étude et de négociations, et il a parfois fallu prendre des décisions douloureuses. Comme pour le reste du gouvernement, l'exercice auquel nous nous livrons constitue la réévaluation des opérations gouvernementales la plus importante et la plus significative jamais faite.

Tout au long de ce processus, nous avons été très conscients des circonstances difficiles dans lesquelles nous avons dû fonctionner ces dernières années : gel des salaires depuis 1991, possibilités de promotion et d'avancement limitées, coupures, année après année, des ressources humaines et financières, y compris une réduction de 3 p. 100 pour le Ministère lors du budget de l'an dernier, et introduction de nouvelles technologies et de nouveaux modes de fonctionnement, qui nous ont obligé à une adaptation constante, tout cela dans un contexte international de plus en plus complexe et imprévisible.

Sept critères approuvés par le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Commerce international ont présidé à nos décisions :

- 1) ne fermer aucune mission dans les capitales;
- 2) tenir compte des priorités relatives dans nos opérations et notre représentation à l'étranger;
- 3) respecter les conclusions de l'examen de la politique étrangère et du rapport Wilson sur les programmes de promotion du commerce;
- 4) nous concentrer d'abord sur les frais généraux, puis sur les opérations;
- 5) réduire les coûts à Ottawa d'abord avant de chercher à faire des économies dans les opérations à l'étranger;